



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU VAL-D'OISE

DIRECTION
DÉPARTEMENTALE DES
TERRITOIRES

Service de l'Agriculture, de la
Forêt et de l'Environnement
(SAFE)

Pôle Environnement

Cergy, le 10 JUI 2015

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE N° 12449 de MISE EN DEMEURE

Société "Laboratoires CLARINS"

à PONTOISE et OSNY

Le Préfet du Val-d'Oise
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment son article L. 171-7 ;

VU l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique N° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU Les récépissés de déclaration délivrés les 28 novembre 1984 - 28 février 1989 – 5 avril 1994 et 30 juin 2011 à la société "Laboratoires CLARINS" pour les installations classées qu'elle exploite sur le site implanté sur le territoire de la commune de PONTOISE – 31, Chaussée Jules César d'une part et les récépissés de déclaration délivrés les 28 février 1989 et 31 mai 2005 pour celles exploitées sur la commune d'OSNY – 5, Rue Ampère ;

VU les courriers du 23 novembre 2012 par lesquels la société "Laboratoires CLARINS" a porté à la connaissance de l'administration les différentes modifications intervenues sur les sites de PONTOISE et d'OSNY d'une part , et demande notamment la mise à jour des tableaux de classement des deux sites d'autre part ;

VU le dossier d'enregistrement du 6 février 2013 déposé par la société "Laboratoires CLARINS" au titre de la rubrique N° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et de demande de dérogation de certaines des prescriptions de l'arrêté ministériel du 15 avril 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique N° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement pour les sites de PONTOISE et OSNY ;

1/4

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2013 actant le basculement en procédure d'autorisation de l'instruction du dossier d'enregistrement précité tel que prévu à l'article L. 512-7-2 du code de l'environnement pour les deux sites de la société ;

VU la lettre préfectorale du 15 novembre 2013 par laquelle il est demandé à la société "Laboratoires CLARINS" de déposer un dossier de demande d'autorisation d'exploiter avant fin mars 2014 comprenant la régularisation des activités de stockage au titre de la rubrique N° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et les modifications réalisées et envisagées en termes d'augmentation de production ;

VU le dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé le 31 mars 2014 par la société "Laboratoires CLARINS" pour les sites de PONTOISE et OSNY, ayant fait l'objet d'une demande de compléments du 17 juin 2014 ;

VU le nouveau dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé le 29 août 2014 par la société "Laboratoires CLARINS", qui a fait l'objet d'une demande de compléments du 10 décembre 2014 ;

VU le rapport du 10 mars 2015 de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France – Unité territoriale du Val-d'Oise établi suite à la visite d'inspection réalisée le 20 janvier 2015 de la société "Laboratoires CLARINS" ;

VU la lettre du 10 mars 2015 adressée à la société "Laboratoires CLARINS" par la direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France – Unité territoriale du Val-d'Oise, lui transmettant le rapport de l'inspection de l'environnement et l'invitant à formuler ses observations sur la proposition de mise en demeure dans un délai de quinze jours ;

VU la lettre du 27 mars 2015 par laquelle la société "Laboratoires CLARINS" prend acte de la gravité de la situation et détaille les évolutions décidées pour atteindre l'objectif assigné dans la proposition de mise en demeure ;

CONSIDERANT qu'à la suite de la lettre de l'exploitant du 27 mars 2015 il n'y a pas lieu de revenir ou d'amender les propositions du rapport d'inspection du 10 mars 2015 de l'unité territoriale du Val-d'Oise ;

CONSIDERANT que plusieurs demandes de compléments datées du 17 juin 2014 et 10 décembre 2014 ont été faites à l'exploitant suite à l'instruction des dossiers d'autorisation d'exploiter déposés au titre de la régularisation les 31 mars 2014 et 29 août 2014 ;

CONSIDERANT qu'au cours de l'inspection du 20 janvier 2015, il a été constaté que la société "Laboratoires CLARINS", titulaire des récépissés de déclaration susvisés, exerce des activités de fabrication industrielle de savons avec transformation chimique (saponification) soumise à autorisation au titre de la rubrique N° 2630-1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sans disposer de l'autorisation requise, ce qui constitue une non conformité notable aux dispositions de l'article R. 512-2 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'il est également ressorti au cours de la visite que la société "Laboratoires CLARINS" exerce des activités de fabrication industrielle de produits moussants sans transformation chimique soumise à autorisation au titre de la rubrique N° 2630-2 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sans disposer de l'autorisation requise, ce qui constitue une non conformité notable aux dispositions de l'article R. 512-2 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'il a été constaté au cours de la visite du 20 janvier 2015 que les activités de fabrication de savons en quantité industrielle de la société "Laboratoires CLARINS" relèvent du régime de l'autorisation au titre de la rubrique N° 3410-k de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et que la société ne dispose pas de l'autorisation requise, ce qui constitue une non conformité notable aux dispositions de l'article R. 512-2 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'il a été constaté au cours de l'inspection du 20 janvier 2015, que les activités de stockage de liquides inflammables de la société "Laboratoires CLARINS" relèvent du régime de l'autorisation au titre de la rubrique N° 1432-2-a de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sans disposer de l'autorisation requise, ce qui constitue une non conformité notable aux dispositions de l'article R. 512-2 du code de l'environnement;

CONSIDERANT qu'il a également été constaté au cours de la visite que la société "Laboratoires CLARINS" exerce des activités de stockage de matières combustibles au titre de la rubrique N° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sans l'enregistrement requis, ce qui constitue une non conformité notable aux dispositions de l'article R. 512-46-1 du code de l'environnement ; que l'exploitant n'a pas démontré à ce jour que le niveau de risque présenté par ce bâtiment de stockage est aussi bas que possible, compte-tenu des connaissances et pratiques et de la vulnérabilité de l'environnement de l'installation ;

CONSIDERANT qu'il convient, par conséquent, de faire application de l'article L.171-7 du code de l'environnement en mettant en demeure la société "Laboratoires CLARINS" de régulariser sa situation administrative en déposant un dossier de demande d'autorisation d'exploiter complet et régulier conformément aux articles R. 512-3 et suivants du code de l'environnement ;

SUR la proposition de monsieur le Secrétaire Général de la préfecture du Val-d'Oise ;

A R R E T E

Article 1er : La société "Laboratoires CLARINS" implantée sur le territoire des communes de PONTOISE et d'OSNY, est mise en demeure **de régulariser sa situation administrative dans un délai de QUATRE MOIS à compter de la date de notification du présent arrêté :**

- en déposant un dossier de demande d'autorisation d'exploiter complet et régulier conformément aux dispositions des articles R. 512-3 et suivants du code de l'environnement qui devra comporter notamment :

- * une étude d'impact contenant le rapport de base conformément à l'article R. 515-59 du code de l'environnement,
- * une étude des dangers qui devra prendre en compte les spécificités des bâtiments de stockage.

* une étude technique démontrant que les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément (murs, toiture, poteaux, poutres, mezzanines) suite à un sinistre n'entraîne ni la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les cellules de stockage avoisinantes, ni celle de leurs dispositifs de compartimentage, ni l'effondrement de la structure vers l'extérieur de la cellule en feu.

Article 2 : En cas de non respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues aux articles L.171-8 et L.173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 3 : Une copie de l'arrêté sera affichée en mairies de PONTOISE et OSNY pendant la durée d'un mois et sera déposée aux archives desdites mairies pour être maintenue à la disposition du public.

Les maires de ces communes établiront un certificat attestant l'accomplissement de cette formalité et le feront parvenir à la Direction Départementale des Territoires du Val-d'Oise (DDT).

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de Cergy-PONTOISE : 2/4, Boulevard de l'Hautil - B.P. 322 - 95027 CERGY-PONTOISE Cedex.

1°) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte leur a été notifié ;

2°) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture du Val-d'Oise, le directeur départemental des territoires du Val-d'Oise, le directeur régional et interdépartemental de l'environnement et de l'énergie d'Ile-de-France et les maires de PONTOISE et OSNY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy, le

10 JUIN 2015

le Préfet,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général

Daniel BARNIER